

**DIRECTION GÉNÉRALE  
RELATIONS COLLECTIVES DU  
TRAVAIL**

Direction du Greffe



**ERRATUM**

**Commission paritaire des établissements et des  
services de santé**

**CCT n° 158576/CO/330  
du 27/04/2020**

Correction du texte néerlandais :

- L'article 3, premier alinéa doit être corrigé comme suit : « Deze collectieve arbeidsovereenkomst is afgesloten op basis van artikel 19 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 in uitvoering van de wet van 27 juni 1969 **betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.** »

Correction du texte français :

- A l'article 6 et 8, premier et second tiret « quinze jours » doit être remplacé par « **quatorze jours** ».
- A l'article 8, premier alinéa, « sur une base trimestrielle » doit être remplacé par « **sur la base d'une déclaration trimestrielle** ».

Correction dans le texte néerlandais :

- A l'article 8, premier alinéa « maaltijdchecks » doit être remplacé par « **maaltijdcheques** ».

Décision du **27 -11- 2020**

## **Commission paritaire des établissements et des services de santé.**

***Convention collective de travail du  
27 avril 2020***

**Convention collective de travail du fixant  
l'instauration d'un règlement sectoriel de  
~~chèques~~-repas dans les établissements de  
prothèse dentaire.**

### **CHAPITRE I – Champ d'application**

**Art. 1er** – La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux travailleurs des établissements de prothèse dentaire qui ressortissent de la Commission paritaire des établissements et des services de santé.

On entend par travailleurs, le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

**Art. 2** - Les dispositions de la présente convention collective de travail fixent les règles applicables à tous les travailleurs et ne visent qu'à déterminer les conditions minimums, laissant aux parties la liberté de convenir de conditions plus avantageuses.

Elles ne peuvent porter atteinte aux dispositions plus favorables aux travailleurs, là où semblable situation existe.

**Article 3** – La présente convention collective est conclue sur base de l'article 19 de l'arrêté royal du 2 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Elle a pour objet de déterminer les modalités d'attribution des chèques-repas aux travailleurs visés l'article 1<sup>er</sup>.

### **CHAPITRE II – Intervention de l'employeur**

**Art. 4** – À partir du 1<sup>er</sup> mai 2020, l'intervention de l'employeur est fixée à € 3,11 par chèque et la contribution obligatoire du travailleur s'élève à € 1,09 par chèque. La valeur nominale d'un chèque-repas s'élève par conséquent au minimum à € 4,20.

À partir du 1<sup>er</sup> octobre 2020, l'intervention de l'employeur est fixée à € 5,91 par chèque et la contribution obligatoire du travailleur s'élève à € 1,09 par chèque. La valeur nominale d'un chèque-repas s'élève par conséquent au minimum à € 7.

### CHAPITRE III – Modalités d'octroi

**Art. 5** – Le nombre de chèques-repas octroyés chaque mois à chaque travailleur est déterminé sur base du nombre de jours que le travailleur a effectivement presté au cours de chaque mois calendrier et ce quelle que soit la durée de ses prestations journalières.

**Art. 6** – Les chèques-repas sont remis par l'employeur au travailleur en une seule fois au cours des premiers *quatorze* ~~quinze~~ jours du mois suivant le mois auquel ils se réfèrent.

**Art. 7** – Les chèques-repas sont délivrés mensuellement, au nom du travailleur. Le compte individuel mentionne l'octroi et le nombre de chèques-repas octroyés, ainsi que le montant brut du chèque-repas, diminué par la cotisation personnelle du travailleur.

**Art. 8** – Pour réduire les frais administratifs à un minimum, en dérogation des modalités prévues aux articles 6 et 7, les chèques-repas peuvent être octroyés sur une base trimestrielle. *d'une déclaration trimestrielle*  
Les chèques-repas sont alors remis par l'employeur au travailleur soit :

- une fois par trimestre au cours des premiers *quatorze* ~~quinze~~ jours du trimestre suivant le trimestre auxquels ils se réfèrent;
- au cours de chaque mois du trimestre concerné sous forme d'une avance avec un décompte définitif par trimestre au cours des premiers quinze jours du trimestre qui suivant le trimestre auxquels ils se réfèrent.

### CHAPITRE IV – Date d'application

**Art. 9** – La présente convention collective de travail prend effet au 1<sup>er</sup> mai 2020 et est conclue pour une durée indéterminée.

A partir du 1<sup>er</sup> mai 2020, elle remplace la convention collective de travail du 9 octobre 2011 (n°143035/CO/330) et celle du 10 février 2020 (n°157772/CO/330), conclues au sein de la commission paritaire des établissements et des services de santé concernant l'instauration d'un règlement sectoriel de chèques-repas dans les établissements de prothèse dentaire.

Chacune des parties contractantes peut dénoncer le présent accord, moyennant un délai de préavis de six mois, signifié par une lettre recommandée au Président de la Commission paritaire des établissements et des services de santé et à chacune des parties.

contractantes.

#### Art. 10

Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.